

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette loi, le gouvernement peut, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, exclure de l'application de la section II de cette loi, en tout ou en partie, une entente ou une catégorie d'ententes qu'il désigne;

ATTENDU QU'il y a lieu d'exclure de l'application de l'article 3.11 de cette loi la catégorie des ententes entre une municipalité et le gouvernement du Canada relativement au versement de sommes pour tenir lieu de taxes foncières pour des immeubles d'un gouvernement étranger ou d'une organisation internationale gouvernementale;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne, du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE soit exclue de l'application de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) la catégorie des ententes entre une municipalité et le gouvernement du Canada ayant pour objet le versement de sommes pour tenir lieu de taxes foncières pour des immeubles d'un gouvernement étranger ou d'une organisation internationale gouvernementale situés sur le territoire de cette municipalité et qui ont été reconnus par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, en vertu de l'article 5 du Règlement sur le régime fiscal municipal et scolaire applicable aux gouvernements des autres provinces, aux gouvernements étrangers et aux organismes internationaux (chapitre F-2.1, r. 12), à la condition que, à la demande du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ou de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, l'organisme municipal transmette à ces derniers une copie de l'entente.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63385

Gouvernement du Québec

Décret 478-2015, 10 juin 2015

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation du Québec à la Conférence provinciale-territoriale des ministres responsables du logement qui se tiendra le 15 juin 2015

ATTENDU QU'une conférence téléphonique provinciale-territoriale des ministres responsables du logement se tiendra le 15 juin 2015;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) prescrit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale soit constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, monsieur Pierre Moreau, dirige la délégation québécoise lors de la Conférence téléphonique provinciale-territoriale des ministres responsables du logement qui se tiendra le 15 juin 2015;

QUE la délégation québécoise, outre le ministre, soit composée de :

— Madame Marie Deschamps, attachée politique, cabinet du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

— Monsieur Olivier Parent, directeur du cabinet du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

— Monsieur Michel Gagnon, président-directeur général, Société d'habitation du Québec;

— Madame Catherine Girard-Lamoureux, conseillère en relations intergouvernementales, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation soit d'exposer les positions du gouvernement du Québec, conformément à la décision du Conseil des ministres.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63386

Gouvernement du Québec

Décret 479-2015, 10 juin 2015

CONCERNANT l'acquisition par la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour d'un immeuble

ATTENDU QUE la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (ci-après « la Société »), régie par la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (chapitre S-16.001), a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire dans la Ville de Bécancour;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1^o de l'article 22 de cette loi, la Société peut, avec l'approbation du gouvernement, acquérir, de gré à gré ou par expropriation tout immeuble ou droit réel, situé dans son territoire d'activités, qu'elle juge nécessaire au développement et à l'exploitation de ce territoire;

ATTENDU QUE le conseil d'administration de la Société a autorisé, par une résolution en date du 17 janvier 2014, l'acquisition d'un immeuble désigné comme le lot 3 294 076 du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Nicolet (Nicolet 2), avec bâtisse dessus construite ayant l'adresse civique 600, boulevard Alphonse-Deshais, Bécancour (Québec);

ATTENDU QUE la Société désire se porter acquéreur de cet immeuble pour le prix de 320 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations :

QUE soit approuvée l'acquisition, par la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, d'un immeuble désigné comme le lot 3 294 076 du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Nicolet (Nicolet 2), au prix de 320 000 \$, conformément aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63387

Gouvernement du Québec

Décret 480-2015, 10 juin 2015

CONCERNANT l'acquisition par la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour d'un immeuble

ATTENDU QUE la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (ci-après « la Société »), régie par la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (chapitre S-16.001), a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire dans la Ville de Bécancour;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1^o de l'article 22 de cette loi, la Société peut, avec l'approbation du gouvernement, acquérir, de gré à gré ou par expropriation tout immeuble ou droit réel, situé dans son territoire d'activités, qu'elle juge nécessaire au développement et à l'exploitation de ce territoire;

ATTENDU QUE le conseil d'administration de la Société a autorisé, par une résolution en date du 25 juin 2014, l'acquisition d'un immeuble désigné comme le lot 3 943 023 du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Nicolet (Nicolet 2), avec bâtisse dessus construite ayant l'adresse civique 5075, boulevard Bécancour, Bécancour (Québec);

ATTENDU QUE la Société désire se porter acquéreur de cet immeuble pour le prix de 260 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations :

QUE soit approuvée l'acquisition, par la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, d'un immeuble désigné comme le lot 3 943 023 du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Nicolet (Nicolet 2), au prix de 260 000 \$, conformément aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63388

Gouvernement du Québec

Décret 481-2015, 10 juin 2015

CONCERNANT l'approbation de l'Entente sur la gestion et l'exploitation de quatre centres régionaux d'éducation des adultes autochtones

ATTENDU QU'à la suite d'engagements mutuels en matière d'éducation des adultes pris lors du Forum socioéconomique des Premières Nations tenu à Mashteuiatsh, en 2006, le gouvernement du Québec, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et les Fiduciaires de la Fiducie d'Éducation des Adultes des Premières Nations 1 (ci-après la « Fiducie ») ont signé deux ententes sur la gestion et l'exploitation de deux centres régionaux d'éducation des adultes, lesquelles ont été approuvées par les décrets numéro 65-2013 du 1^{er} février 2013 et numéro 547-2014 du 18 juin 2014;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Fiducie souhaitent accroître le nombre de centres régionaux d'éducation des adultes dans les communautés autochtones de deux à quatre centres;